



**PROJET D'ALLOCATION
DE S.E.M ISSOUFOU MAHAMADOU**

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHEF DE L'ÉTAT

75^e Session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies

Thème :

**L'avenir que nous voulons, les Nations Unies qu'il nous faut :
Réaffirmer notre engagement collectif en faveur du
multilatéralisme – faire face à la COVID-19 par une action
multilatérale efficace**

**Monsieur le Président,
Excellences Messieurs les chefs d'État et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégations,
Mesdames, Messieurs,**

Je voudrais tout d'abord, Monsieur le Président, vous adresser mes chaleureuses félicitations pour votre élection à la Présidence de cette 75ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Vos qualités personnelles, votre longue et riche expérience et votre leadership constituent, je ne le doute pas, un atout important qui permettra à l'Assemblée Générale de réaliser des progrès dans l'accomplissement du mandat qui lui a été confié par les Etats membres. Je puis vous assurer de la disponibilité du Niger à vous apporter tout l'appui dont vous aurez besoin dans l'exercice de votre mission.

Je voudrais également rendre un hommage mérité au président sortant, Monsieur Tijjani MUHAMMAD-BANDE pour son leadership dans la direction de la 74ème session qui est marquée, comme vous le savez, par la situation inédite de la pandémie de la COVID-19.

Je tiens enfin à féliciter le Secrétaire général Monsieur António GUTERRES pour le travail exemplaire accompli en vue de rendre notre Organisation plus apte à répondre aux besoins des peuples à plus de solidarité, de sécurité et de développement, à travers la promotion du multilatéralisme. Je salue son leadership dans la gestion de la crise sans précédent de la COVID-19, en particulier son vibrant plaidoyer en faveur des pays en développement. Il a fait montre de courage dans la mise en œuvre des réformes. Le Niger apprécie son engagement personnel en faveur d'un cessez-le-feu mondial du fait de la covid-19 et ses initiatives pour le climat et la stabilité au Sahel et en Afrique de l'ouest.

Monsieur le Président,

Depuis le 1^{er} janvier 2020, le Niger est membre non-permanent du Conseil de Sécurité, qu'il préside pendant ce mois de septembre.

Je tiens à remercier les États membres pour cette marque de confiance et d'estime à l'endroit de mon pays. Nous travaillons avec les membres du Conseil et avec tous les autres membres des Nations Unies pour promouvoir la paix et la sécurité internationales.

L'Assemblée Générale est certainement le meilleur endroit pour communiquer directement avec la communauté internationale. C'est pourquoi je saisis la présente occasion pour annoncer solennellement que c'est la dernière fois que je m'y exprime en qualité de Président de la République du Niger. La prochaine élection présidentielle qui se tiendra en décembre prochain dans mon pays sera l'occasion pour les nigériennes et les nigériens de choisir leur nouveau dirigeant. Quand on sait que c'est pour la toute première fois de son histoire que le Niger connaîtra un transfert de pouvoir de façon démocratique, cette échéance me remplit de fierté.

Cette échéance sera, un moment décisif pour le Niger dans le cadre de ses efforts visant à l'approfondissement de son processus démocratique et de sa maturité politique. Il est comme d'autres pays africains, en transition démocratique. Il consolide progressivement ses institutions démocratiques et je ne doute pas qu'à terme, notre pays laissera loin derrière lui les souvenirs des vicissitudes qui ont si longtemps jalonné son évolution institutionnelle.

Cette évolution qualitative est le résultat du travail effectué durant mes deux mandats. En effet, dès le début de mon premier mandat, j'ai fait du respect des textes constitutionnels et des institutions une vertu cardinale de ma gouvernance pour la renaissance du Niger. Mon souhait était de voir le Niger opérer une transformation sur tous les plans: politique, économique et social. Le bilan de dix ans de mise en œuvre du programme de renaissance est largement positif. Nous avons construit des routes, électrifié des villages, développé des infrastructures de télécommunication, nourri les Nigériens grâce à l'initiative 3N " les Nigériens Nourrissent les Nigériens", éduqué et soigné nos enfants, promu l'accès à l'eau et à l'assainissement et enfin, créé des emplois notamment pour la

jeunesse. Par ailleurs, en dépit des menaces des organisations terroristes et criminelles qui secouent le Sahel et le bassin du Lac Tchad, nous avons su conserver l'intégrité de notre territoire.

Monsieur le Président,

En cette période de crise internationale liée à la pandémie de la COVID-19, le thème choisi pour notre session est plus que jamais important. Des décisions et des consensus sont attendus des Nations Unies pour que la communauté internationale agisse de la manière la plus effective pour surmonter ensemble les conséquences de la pandémie. C'est le moment de donner suite aux dispositions de la Charte stipulant avec force que les Nations Unies ont été créées pour servir les peuples.

Nous devons donc réfléchir à notre avenir commun, 75 ans après la création des Nations Unies. Il est indispensable que nous prenions des dispositions pour rendre l'ONU plus apte à répondre aux défis auxquels le monde est confronté. La gouvernance démocratique doit être mieux reflétée au niveau mondial. Nous avons besoin d'un multilatéralisme plus inclusif, plus à l'écoute des pays en développement et reflétant mieux les réalités du monde d'aujourd'hui. Ainsi, nous construirons ensemble un multilatéralisme plus efficace pour une meilleure gouvernance mondiale. Il faut renforcer la confiance. Il faut développer l'inclusion et la transparence.

Nous devons réaffirmer notre engagement collectif en faveur du multilatéralisme. Nous devons revenir à une action résolue en faveur de l'efficacité, la représentativité, la responsabilité et la solidarité.

Monsieur le Président,

Les mesures prises par le gouvernement nigérien pour faire face à la pandémie nous ont permis de maîtriser sa propagation tout en prenant les mesures appropriées pour faire face à ses impacts socioéconomiques. Ainsi, notre plan de réponse couvre à la fois la réponse sanitaire immédiate et les mesures d'atténuation économique et sociale plus larges. Des éléments clés sont déjà mis en œuvre, tels que la distribution de nourriture, deux mois de services publics gratuits pour les ménages les plus vulnérables et un allègement fiscal temporaire pour les secteurs durement touchés. Nous mettons également en place un soutien au secteur privé sous la forme de garanties de prêt.

La COVID-19 met sous forte tension nos systèmes de santé. Elle a également un effet sur les réponses que nous apportons dans la lutte contre le paludisme, la tuberculose et les autres maladies tropicales trop souvent négligées. Je voudrais ici réitérer mon appel en faveur de la vaccination pour tous. En plus des efforts pour la mise à disposition du vaccin contre la COVID-19, nous devons continuer à soutenir la recherche de vaccins ou encore de meilleurs traitements, contre des maladies comme le paludisme, le cancer, le diabète et le virus Ébola. Je me réjouis à cet égard que la polio ait été officiellement éradiquée en Afrique. Par ailleurs, c'est le lieu de saluer et de féliciter les soldats de la santé dans la guerre contre la covid19. Je sais que depuis 2013, il est célébré la semaine mondiale de la santé, début avril de chaque année, à l'initiative de l'OMS. Je propose la célébration d'une journée internationale des travailleurs de la santé de première ligne compte tenu de leur rôle dans la lutte contre la COVID19.

La COVID-19 doit nous amener à renforcer nos investissements dans le système de santé, en particulier, la prise en charge pour les femmes et les filles. Les besoins sont particulièrement importants sur le Continent africain, qui concentre environ 17% de la population mondiale, pour 1% des dépenses globales de santé. Il est également important de repenser la question de l'accès aux médicaments car selon les chiffres de l'Organisation mondiale de la santé, 42% des produits médicaux vendus en Afrique sont de qualité inférieure ou contrefaits. La pandémie de coronavirus nous

rappelle que le système sanitaire mondial reste fragile. Il est nécessaire de mener une action politique coordonnée, décisive et innovante, en partenariat avec les Nations Unies et d'autres organisations internationales, pour faire face à la pandémie de la COVID-19. Vaincre la COVID-19 implique d'inclure l'Afrique dans la riposte mondiale sur la base de la Stratégie continentale commune de l'Afrique.

Je voudrais saluer les efforts du G20 et du Secrétaire général des Nations Unies, ainsi que d'autres partenaires, en faveur d'un moratoire sur la dette des États les plus fragiles. Face à l'urgence actuelle, nos États ont besoin d'un soutien financier, à la hauteur de la crise économique qu'ils connaissent. Un simple moratoire sur la dette, ne suffira pas, au regard des défis qui doivent être relevés. Il faut annuler purement et simplement la dette, concevoir et mettre en œuvre un nouveau paradigme pour prendre en charge les besoins de développement des pays les plus pauvres. "La difficulté ne réside pas tant dans le fait de concevoir de nouvelles idées, que d'échapper aux anciennes" disait un éminent économiste. C'est pourquoi, c'est toujours après des chocs que le monde se réforme. Le paradigme actuel date des lendemains des deux chocs pétroliers de 1973 et 1979. Sa domination sans partage a fait croire à la fin de l'histoire. Mais il a produit des inégalités telles que le monde est, dans ce domaine, dans la situation où il se trouvait à la fin du 19^{ème} siècle. On a cru que la crise financière de 2008 serait l'occasion de procéder à sa réforme: il n'en fut rien. Le choc de la COVID-19 peut-il en être une? Je l'espère profondément. Ce choc doit être l'occasion d'ouvrir le débat, y compris sur des questions qui paraissent utopiques aujourd'hui comme celles relatives à l'impôt mondial sur le capital pour lutter contre les inégalités, au revenu universel de base pour lutter contre la pauvreté, à la réduction du temps de travail pour lutter contre le chômage, ou même à l'ouverture des frontières pour mieux soutenir la croissance de l'économie mondiale. D'aucuns pensent qu'il s'agit de rêves. La fin de l'esclavage, l'émancipation des femmes, le suffrage universel, étaient aussi considérés comme des rêves.

Monsieur le Président,

Pour répondre aux aspirations des peuples africains contenues dans l'Agenda 2063, j'ai piloté au nom de mes pairs Africains depuis 2017, la nouvelle dynamique d'intégration régionale avec l'opérationnalisation de la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAf), dont la phase opérationnelle a été lancée le 7 Juillet 2019 à Niamey. La ZLECAf permettra à l'Afrique de mettre en place un marché unique, de soutenir la croissance économique, de créer la prospérité à travers notamment la création d'emplois pour les jeunes dont 10 à 12 millions arrivent aujourd'hui chaque année sur le marché du travail.

La croissance et le développement de l'Afrique étaient prometteurs en début de l'année 2020. La croissance devait passer de 2,9% en 2019 à 3,2% en 2020 et 3,5% en 2021. Des progrès non négligeables étaient enregistrés dans la réduction de la pauvreté et au niveau des indicateurs de santé. La COVID-19 a brisé cet élan et beaucoup de nos pays seront en récession. Avant la COVID-19, l'Afrique avait besoin de 600 milliards de dollars par an pour réaliser les ODDs. Ce chiffre sera certainement réévalué à la hausse. La pandémie commande donc de renforcer les partenariats bilatéraux, régionaux et interrégionaux. Elle commande de développer une meilleure coordination aussi bien avec les agences des Nations Unies qu'avec les institutions financières internationales. Le moment est venu de renforcer davantage les liens entre paix, sécurité au sens large et développement. Il s'agit de faire face ensemble à un état d'urgence mondial qui est autant sanitaire, économique, social, climatique que sécuritaire.

Le Niger est convaincu que les nombreuses menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales ne peuvent pas être résolues par les États pris individuellement, mais par une action collective de la communauté internationale. Je voudrais à cet égard rendre hommage aux vaillants soldats de la paix et aux éléments de nos forces de défense et de sécurité aux côtés desquels ils sont tombés sur le champ d'honneur notamment au Sahel et dans le bassin du

Lac Tchad. Nous nous félicitons du renforcement des capacités opérationnelles et de renseignement des forces de défense et de sécurité au niveau national, de l'opérationnalisation de la Force Mixte Multi Nationale (FMM) dans le bassin du Lac Tchad et de la Force conjointe du G5 Sahel. Pour un financement pérenne de celle-ci, je salue la proposition de notre Secrétaire Général, Monsieur Antonio Guterres, qui préconise de s'inspirer du modèle de la mission de l'Union Africaine en la Somalie (AMISOM). Par ailleurs, la création de la coalition de lutte contre le terrorisme au Sahel, la mise en place d'un commandement conjoint pour toutes les forces participantes dont Barkhane et Takuba, le déploiement prochain par l'Union Africaine d'un contingent de 3000 hommes, les initiatives de la CEDEAO, sont autant d'éléments qui suscitent l'espoir d'une victoire sur notre ennemi commun: le terrorisme et le crime organisé. C'est le lieu de faire part de notre préoccupation par rapport à l'évolution de la situation au Mali, surtout après le coup d'État intervenu dans ce pays le 18 Aout dernier.

Le Niger et les autres pays de la CEDEAO sont pleinement engagés dans la recherche de solutions pour une sortie de crise au Mali. Cela nécessite le retour des militaires dans leurs casernes et une transition dirigée par des autorités civiles. Au Mali, et sur l'ensemble de l'espace du G5 Sahel, nous avons besoin du multilatéralisme pour poursuivre le combat contre le terrorisme sous toutes ses formes en prenant dument en compte les dimensions femmes et jeunes, parce que c'est sur le terreau de la pauvreté que prospère le terrorisme. Les enfants sont parmi les premières victimes des attaques terroristes qui ciblent les écoles dans la région du Sahel Central où des milliers d'enfants sont privés d'éducation. Or, notre région n'a pas créé ces maux. Ils lui ont été imposés. Notre région est une victime. C'est dire que la menace sécuritaire qui s'abat sur le Sahel n'est pas seulement une problématique locale mais une préoccupation de portée globale. Les efforts des États du Sahel doivent donc être adéquatement accompagnés sur le plan aussi bien bilatéral que multilatéral. C'est également le lieu de saluer les sacrifices consentis par les travailleurs humanitaires. Je sais que la résolution 2175 de 2014 les protège mais cette protection doit être renforcée.

Un mécanisme de surveillance de communication de l'information et de sanctions concernant les attaques contre les humanitaires, doit être mis en place.

Monsieur le Président,

Depuis le sommet d'Abidjan, le partenariat entre l'Afrique et l'Europe s'inscrit dans une nouvelle dynamique qui permet aux deux continents de définir conjointement leurs priorités. C'est à partir de cette approche innovante et plus inclusive que le groupe trilatéral ONU-UA-UE a été institué pour faire face à la situation dramatique des migrants africains dans les centres de détention en Libye.

Je voudrais ici réaffirmer la solidarité du Niger à l'endroit du peuple frère Libyen, soumis à d'indicibles souffrances depuis plus d'une dizaine d'années. Il est regrettable que les conclusions pourtant prometteuses de la Conférence de Berlin sous le leadership de la Chancelière Merkel, n'aient pas été respectées par ceux-là même qui les ont adoptées. Dans la recherche d'une solution à cette crise, le rôle de l'Union africaine et des pays voisins de la Libye ne doit pas être négligé. Nous attendons vivement l'organisation d'une Conférence de Réconciliation Nationale inter-libyenne en vue de privilégier une solution politique de cette crise. Nous souhaitons la mise en place d'un envoyé spécial en Libye qui soit commun à l'ONU et à l'UA.

Ailleurs dans le monde, les situations en Syrie, en Birmanie, en Afghanistan, en Irak, au Yémen ou dans la Région du Moyen Orient, le Niger participe activement aux efforts de la communauté internationale pour la paix et la sécurité des populations.

Sur la question palestinienne le Niger estime que le traitement durable de cette question passe nécessairement par des pourparlers entre Israël et la Palestine fondés sur des bases justes et unanimement acceptées, c'est-à-dire une solution à deux Etats, Israël et la Palestine, vivants côte-à-côte dans la paix et la sécurité, dans le strict respect des frontières de 1967, et conformément aux

résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies. En cette période de pandémie, nous exprimons notre solidarité à l'endroit du peuple palestinien en renforçant l'UNURWA dans son travail au profit des populations palestiniennes vulnérables. Nous étendons cette solidarité à tous les pays en crise. C'est pourquoi nous soutenons l'appel du Secrétaire Général des Nations Unies pour une suspension ou la levée des mesures coercitives unilatérales pouvant entraver la capacité des états à combattre efficacement la pandémie du COVID-19 et à répondre aux besoins de leurs populations.

Monsieur le Président,

La COVID-19 nous interpelle sur le monde que nous voulons. Quel monde post-COVID-19 voulons-nous créer ? Quelles relations voulons-nous avoir avec notre planète ? Les réponses à ces questionnements sont comme je le disais tantôt d'ordre sanitaire, économique, humanitaire et politique. Le Niger perd chaque année, environ cent mille (100 000) hectares de terres arables, ce qui met les populations en situation d'insécurité alimentaire. Il convient par conséquent de protéger les terres et l'écosystème indispensable à la vie humaine. Le temps est venu de créer un nouveau contrat social pour la nature à l'échelle planétaire. Pour mieux nous remettre de la crise, nous devons aligner nos stratégies de sortie sur les Objectifs de Développement durable à l'horizon 2030 et créer une économie durable et inclusive en réduisant le risque de chocs futurs.

Nos modes de vies et de consommation ont un impact non négligeable sur la planète et sur l'utilisation des ressources. Il est impératif que nous y apportions des changements. C'est pourquoi nous travaillons en Afrique dans le cadre de la Commission Climat pour la région du Sahel que j'ai l'honneur de présider pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris, sur le continent. C'est dans cet esprit que nous avons élaboré un Plan d'investissements climat global, pour la région du Sahel couvrant la période 2018-2030 qui constitue désormais un outil d'opérationnalisation de la mise en œuvre de l'Accord de Paris dans la région. Dans la même veine, l'Initiative de la Grande Muraille Verte nous permet également de

construire un avenir plus durable et plus équitable et de concrétiser notre vision de la neutralité en matière de dégradation des terres. En préservant la santé de nos terres et en favorisant des solutions fondées sur le respect de la nature, nous préservons aussi la santé de nos peuples.

Monsieur le Président,

Il y a un siècle, lorsque la grippe espagnole a frappé un monde déchiré par la Grande guerre, peu d'institutions multilatérales existaient. Les pays ont combattu la pandémie avec les moyens qui n'existaient pas aujourd'hui et ont beaucoup appris. Aujourd'hui, l'Organisation Mondiale de la Santé est devenue le cadre multilatéral le plus pertinent à notre disposition pour faire face de manière concertée aux épidémies. D'autres institutions multilatérales comme l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) sont autant d'outils pour démultiplier notre capacité collective à régler les problèmes mondiaux.

Nous exhortons les États membres à soutenir les efforts du Secrétaire général visant à reformer l'Organisation, à renforcer son rôle et à la doter des moyens pouvant lui permettre de remplir ses missions de façon adéquate. Le Niger réitère une fois de plus son attachement à la position africaine commune telle qu'exprimée à travers le consensus d'Ezulwini. Le système multilatéral issu de la seconde guerre mondiale a permis la définition et la mise en œuvre de normes et principes fondés sur le développement de l'humain. Aujourd'hui, le respect de l'individu, la défense des libertés, la lutte contre la pauvreté ou les épidémies sont des priorités du système multilatéral mondial.

Au-delà des réformes institutionnelles, c'est aussi dans nos sociétés que ce combat se gagne, par le changement en profondeur de nos comportements et de nos politiques. Il faut que nous inventions une économie respectueuse de l'humain, de l'environnement.

Monsieur le Président,

Le 75eme Anniversaire des Nations Unies est l'occasion de réfléchir sur la manière de les rendre encore plus apte à relever les nouveaux défis. Nous devons préserver les acquis générés par le multilatéralisme et les renforcer. Si le système international continue d'être perçu comme injuste et inégal, si nous n'assurons pas la primauté du droit sur la force, si nous ne répondons pas aux besoins de nos citoyens, alors les facteurs d'instabilité se multiplieront et la manifestation d'hostilité idéologique envers la gouvernance mondiale et les modèles démocratiques prospéreront. Le monde multilatéral que nous voulons ne pourra reposer exclusivement sur les rapports de force entre les grandes puissances. Voilà peut-être, Monsieur le Président, le plus important des enseignements que la crise de la COVID-19 nous aura prodigués. Dans cet esprit, je voudrais rappeler les propos de Dag Hammarskjöld qui disait que *l'ONU est vouée non pas à nous emmener au paradis, mais à nous sauver de l'enfer*. Nous avons aujourd'hui besoin d'une ONU plus agile, plus démocratique, plus coordonnée et plus efficace, qui nous mène vers un monde plus sécurisé, plus inclusif et durable.

Je voudrais pour conclure, m'inspirer de la fameuse phrase de Thucydide : « *Nous méritons des éloges, pour nous être montrés plus justes que ne l'impliquait notre puissance* ». Être plus juste, c'est aussi tout faire pour éviter de tomber dans le piège éponyme afin de protéger l'humanité d'une confrontation mondiale aux conséquences irréparables. Nous devons trouver un nouvel équilibre mondial. Voilà l'opportunité que nous offre la COVID19.

Je remercie de votre aimable attention.